

l'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité
n°5 - octobre 2012 - paraît 6 fois par année www.journal-essor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

La fuite en avant

Editorial

Les pyromanes promus pompiers

Albert Einstein disait: «*Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé.*» Il précisait: «*La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent.*» Ces deux citations collent malheureusement bien à ce qui se passe actuellement dans le monde.

A la direction de la Banque centrale européenne, de la Grèce et de l'Italie, on retrouve des anciens banquiers qui sont responsable de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent plusieurs pays et qui appliquent des mesures antisociales d'une sévérité inadmis-

sible. On a mis à la tête de gouvernements des hommes dont la politique néolibérale a provoqué des effets catastrophiques. Et c'est à eux qu'on demande maintenant de rétablir la situation! C'est comme si on demandait à un pyromane d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué... Voici deux exemples d'indigence qui se passent de commentaires:

La Grèce est en faillite et le plan d'austérité qui touche dramatiquement les couches les plus faibles de la population ont amené le pays au bord de l'implosion sociale. Cela n'a pas empêché le gouvernement d'accorder une subvention de 35 millions de francs suisses pour la construction d'un circuit de Formule 1. Alors que les Grecs sont contraints à d'énormes sacrifices, les pilotes (dont certains gagnent plusieurs dizaines de millions de francs par année) disposeront d'un nouveau circuit pour endormir les foules et gaspiller le pétrole.

En Espagne, c'est la même chose: on fait des coupes budgétaires immenses dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'action sociale. Pendant ce temps, la famille royale continue à vivre dans le luxe et les joueurs de football de Barcelone et du Réal Madrid perçoivent des salaires indécents.

«*Indignez-vous*», proclamait Stéphane Hessel. Oui, mais il faut aller plus loin que l'indignation. Il faut changer les personnes et le système et ne pas faire comme les Romains, victimes de leur propre décadence.

Travail

Ne dis plus que ta vie est facile,
Cesse donc de jouer l'imbécile:
Tu me mens!

Tu dis que ton travail te captive
Qu'il nourrit ta passion créative:
Tu me mens!

Ne dis plus que ton job fut utile,
Admets que ce labeur est futile:
Tu me mens!

Dis-moi que tu voudrais que la vie
Puisse enfin assouvir tes envies...
...Tu me plais!

François Iselin

Mousse Boulanger et Rémy Cosandey

Pourquoi devons-nous honorer Jean Jaurès?

Contrairement à Fourier, Marx et à Lénine, Jean Jaurès n'a jamais été un théoricien du socialisme. Jaurès était un homme d'action. Ses deux préoccupations étaient la défense des prolétaires exploités et son opposition à la guerre.

Dans le Tarn où habitait sa famille alors, une petite ferme «le Faial», il y avait à côté de l'agriculture des usines de verre et des mines de charbon qui appartenaient à des aristocrates de la région qui exploitaient honteusement leurs ouvriers. Pour réagir, Jaurès crée à Albi une verrerie ouvrière qui appartient à ceux qui y travaillent.

En mars 1908, Jaurès est député de Carnaux. Comme député, il prendra toujours la défense des faibles, de France ou d'ailleurs. En mars 1908, il dénonce à l'assemblée des députés le massacre et la destruction d'un douar marocain, à 80 km de la Côte, campement où vivait sous la tente de nombreuses familles, par une colonne de l'armée coloniale du général Amade. Son interpellation est hachée de violentes interruptions de la droite qui accuse Jaurès de mettre en doute la générosité de l'armée fran-

çaise. Après le procès de Zola, lorsque Jaurès est convaincu de l'innocence de Dreyfus, il met toute son énergie à exiger la révision du procès.

La société capitaliste porte en elle la guerre comme la nuée porte l'orage.

Jean Jaurès

Lors du massacre de deux cent mille Arméniens par les Turcs, il était évident que la France n'interviendrait pas, malgré la garantie de sécurité donnée par l'Allemagne et la France au peuple arménien. Marcel Proust raconte qu'alors que toute l'affaire semblait close, un petit homme bedonnant s'approcha de la tribune et attaqua avec courage et sévérité l'attitude du gouvernement français.

Je ne peux pas raconter toutes les interventions généreuses de Jaurès député, cela serait prétentieux de ma part. Cependant, j'aimerais parler de son action la plus courageuse, celle d'essayer

d'empêcher la guerre. Dans l'espoir d'enrayer l'extension de la guerre aux Balkans, il convoque un grand congrès de l'Internationale socialiste à la cathédrale de Bâle dont les voûtes ont retenti au chant de l'Internationale. Puis, il va chaque jour en France et en Allemagne parler aux ouvriers pour les persuader de ne pas se battre les uns contre les autres pour le profit du capitalisme.

Le 31 juillet 1914, Jaurès est assassiné par un soi-disant patriote. Il est donc mort comme le Christ par amour de l'humanité. Voilà pourquoi nous devons l'honorer!

Pour terminer, je citerai la pensée d'Anatole France: «*De toutes les facultés que lui accorde la nature, celle d'aimer est peut-être celle qu'il a exercée le plus complètement. J'ai entendu cette grande voix qui emplissait le monde de ses éclats magnifiques et terribles se faire pour ses amis cordiales et caressante*». Tel fut Jaurès et tel on l'assassina.

François Courvoisier

Article de Francis Berthoud: «L'égoïsme comme valeur suprême de la fuite en avant?»

L'article de Francis Berthoud, ancien directeur du Centre social protestant (paru dans le numéro d'août 2012 de *l'essor*) critique justement les politiques d'austérité menées dans le canton de Neuchâtel depuis 2005, sur le dos des couches les plus défavorisé-e-s de la population.

Mais sur un point, une rectification s'impose. En effet, la «réforme» de l'imposi-

tion des personnes physique (session de mai 2012 du Grand Conseil) n'a pas été acceptée par l'unanimité des partis existants (de la droite à la gauche). Comme le montre un article du journal *Le Courrier* (5.6.2012), les deux élus de solidaritéS – François Konrad et Théo Buss – ont rejeté cette «réforme» bénéficiant effectivement aux revenus les plus élevés. Ce n'est pas une exception: pour mémoire,

solidaritéS a contribué à faire aboutir le référendum contre la défiscalisation des entreprises et des holdings, défiscalisation soutenue par le PSN et malheureusement acceptée en votation (juin 2011).

Une clarification sur le concept «la gauche». Il en existe au moins deux:

- une gauche social-libérale, fortement représentée au sein du parti socialiste neuchâtelois (PSN);
- une gauche de transformation sociale, à laquelle solidaritéS s'honore d'appartenir sans prétendre à sa représentation exclusive.

Par ailleurs, solidaritéS et ses élu-e-s se sont toujours opposés aux politiques antisociales menées dans ce canton, y compris par un gouvernement «à majorité de gauche». Nous pensons donc faire preuve d'un «esprit critique à l'égard de la loi du marché qui ne tient aucun compte des valeurs de distribution équitable des richesses et de solidarité».

Pour solidaritéS-NE:
Hans-Peter Renk

Le billet d'Henri Jaccottet

L'affaire Birkenfeld

LES FAITS – Monsieur Birkenfeld est tour à tour racoleur et dénonciateur. Il racole des clients prêts à trahir le fisc de leur pays pour placer leur argent dans un paradis où règne le secret bancaire, dans le but de faire fortune. Il dénonce ces mêmes personnes à leur fisc national. Appréhendé aux Etats-Unis pour avoir tardé à dénoncer, il y fait de la prison. Après quoi il est gratifié grassement pour avoir dénoncé.

APPRECIATION – Le secret bancaire permet de faire des fraudes délétables pour l'Etat. Il doit tout simplement être éradiqué (Mat. 5, 29). La dénonciation par contre pose problème, parce qu'elle introduit dans la société où elle est gratifiée la méfiance généralisée. Quant à moi, je ne voudrais – pour rien au monde – vivre dans un pays où tout le monde se méfie de tout le monde de peur d'être dénoncé pour n'importe quoi; je ne m'y rendrai que lorsque la dénonciation y aura été, elle aussi, éradiquée.

Il faut lutter contre l'acharnement productiviste

Selon les dictionnaires, la fuite en avant est une course effrénée vers l'inconnu, même au risque d'erreurs importantes. C'est aussi vouloir avancer à tout prix, sans forcément avoir une stratégie. En psychologie, l'explication est encore plus précise: «Fait de ne pas faire face à ses problèmes, fait de fuir ses problèmes sans les résoudre.»

Ces définitions correspondent bien à la situation dans laquelle se trouve le monde. Au lieu d'aborder sereinement les problèmes d'actualité, que ce soit dans le domaine social ou écologique, les gouvernements ont choisi la fuite en avant. Alors que les matières premières vont manquer, que l'on fabrique des objets complètement inutiles, qu'on impose des rythmes de travail de plus en plus fous, qu'on fait travailler les gens toujours plus loin de chez eux et qu'on joue les apprentis sorcières en cultivant des OGM, les élites qui nous dirigent sont incapables de se rendre compte que la croissance continue n'est pas la solution pour sauver le monde et que celui-ci va tout droit contre le mur.

Que faire pour éviter la fuite en avant? Ce forum n'a pas la prétention d'apporter des solutions toutes faites. Il a la modeste vocation de permettre d'engager la discussion et surtout la réflexion.

Comité rédactionnel de *l'essor*

Changer fondamentalement notre mentalité

La fuite en avant est une course dont nous sommes les perdants car elle est une course vers l'oubli, vers l'annihilation et l'autodestruction!

Le drame de la fuite en avant est que le regard ne peut pas se porter en arrière et nous empêche donc de comprendre ce qui nous fait fuir. Le propre de la fuite en avant est qu'à aucun moment nous ne voulons voir ce qu'il y a derrière cette fuite et comprendre quels seraient son moteur et ses motivations. Or, la fuite en avant laisserait entendre que nous fuirions pour échapper à quelque chose, que nous nous déroberions pour éviter quelque chose de pénible et persister dans cette voie équivaldrait à un suicide déterminé. Et surtout, la fuite en avant permet de ne pas voir ce qui fait fuir!

À première vue, tout indique que nous sommes engagés dans une fuite en avant bien orchestrée. Au niveau personnel, on fuit son passé douloureux, ses insuffisances et ses culpabilités en se noyant dans la consommation obèse, dans la conduite automobile distrayante, dans les loisirs touristiques loin de soi. Au niveau social, de quelque côté que l'on regarde, cet investissement massif dans les idéologies du progrès, de la croissance, de la compétitivité et des technologies nouvelles ressemble furieusement à une immense fuite en avant et ses conséquences nous promettent des ravages dont nous ne pouvons mesurer l'ampleur.

Car, disons-le tout net, la spéculation de toutes sortes, c'est de la fuite en avant! La croissance en tant qu'idéologie, c'est de la fuite en avant! Le travail associé à la productivité, c'est de la fuite en avant! La concurrence entre les gens, c'est de la fuite en avant! Le pétrole est une drogue et son utilisation extensive, c'est de la fuite en avant!

La décroissance ne propose pas de vivre moins, mais mieux avec moins de biens et plus de liens.

Charte de la décroissance

En fait, la fuite en avant permet de surseoir à nos responsabilités de comprendre l'état dans lequel nous nous trouvons et de mettre de la distance entre nos réalités intérieures et nos prises de conscience de l'état psychique déplorable dans lequel nous sommes!

Bref, la fuite en avant n'est qu'une tentative désespérée de fuir nos inconscients perturbés, de ne pas voir les miasmes dans lesquels nous ont précipités nos troubles intérieurs, de fuir nos peurs et nos angoisses existentielles, de fuir les responsabilités liées à nos actions inconscientes et elle nous permet de ne pas assumer les conséquences de nos choix et de nos tendances mégalomanes.

Au lieu de parler de la fuite en avant, nous devons d'abord comprendre ce que nous voulons fuir, voir en face ces peurs qui nous traumatisent au point de nous faire fuir sans demander son reste, sans aucune introspection salutaire et surtout, sans se demander pourquoi nous fuyons. La question importante serait donc de se demander que veut-on fuir et pour aller où! Après, nous pouvons toujours imaginer des sociétés idéales mais nous devons d'abord comprendre pourquoi nous en sommes là! Et pour répondre à nos interrogations pressantes:

La croissance est-elle nécessaire? Non, elle n'est que le signe d'une grave distorsion mentale! Ne travaille-t-on pas pour l'obsolescence? Oui, c'est le signe concret du dérapage de l'idée même du travail! Le travail, pour quoi faire? Pour fuir pardi! Comment préparer l'après-pétrole? Préparons déjà un changement fondamental de mentalité! Comment lutter contre la spéculation sur la nourriture et les produits de première nécessité?

En changeant les prémisses mêmes sur lesquelles sont basées notre civilisation de l'accaparement, de la possession névrosée, de l'enrichissement matérialiste et du pouvoir sur autrui et en introduisant les concepts du partage, de la coopération, de l'autogestion et de la prise de conscience personnelle.

Georges Tafelmacher

Travailler pour quoi faire?

Le travail, et surtout le travail salarié, est un phénomène assez récent dans l'histoire de l'humanité. Se procurer les nécessités premières comme la nourriture, l'habillement, le logement, ne constitue pas à proprement parler un travail. Ce sont des activités qui sont et resteront indispensables. Elles faisaient, et font parfois encore, partie de l'interaction sociale et donc de ce qui rend la vie et la joie de vivre possibles. Elles supposaient la collaboration de la famille, des voisins, de la collectivité, et étaient exécutées dans un esprit d'entraide et pas de profit personnel.

Mais aujourd'hui, elles ont malheureusement été soumises en grande partie au système économique et donc soumises au critère aberrant du rendement financier. Il en est résulté que le pouvoir politique soutient surtout les grandes exploitations agricoles au lieu des petits paysans. L'argument est du type «plus c'est gros, plus c'est beau». On pense que l'on produit plus par unité de travail sur de grandes surfaces et donc que c'est plus rentable du point de vue financier. Mais l'activité paysanne ne consiste pas seulement à produire le plus possible sur une surface cultivable donnée. Il s'agit d'une activité comprenant une multiplicité de savoir-faire. Il faut observer et s'adapter aux conditions météorologiques, aux qualités des sols et aux caractéristiques du site. Il s'agit donc d'une activité multiforme et complexe.

Toute spéculation mercantile que je fais aux dépens de la vie de mon semblable n'est point un trafic, c'est un brigandage et un fratricide.

Maximilien de Robespierre

L'adaptation aux exigences de l'économie tend à la simplifier et donc à la fragiliser: monocultures sur de grandes surfaces n'utilisant que peu de main-d'œuvre et faisant fonctionner des machines de plus en plus puissantes et lourdes (par exemple moissonneuses-lieuses-batteuses), utilisation d'engrais chimiques qui appauvrissent et empoisonnent le sol, propagation facilitée de parasites et application de pesticides et herbicides dangereux pour la santé.

Dans la logique du rendement économique, l'important est d'obtenir le kilo de pommes de terre ou de céréales à un prix aussi bas que possible, ce qui aboutit à mettre en concurrence les agriculteurs portugais avec les producteurs hollandais pour le plus grand profit des intermédiaires et des transporteurs. On trouve même sur le marché suisse des pommes de terre venant d'Israël. En bref, l'intrusion de l'économie force à remplacer la collaboration par la compétition, ce qui provoque le pillage de la biosphère et une réduction de sa complexité.

Nous avons dû lutter contre les vieux ennemis de la paix: le monopole industriel et financier, la spéculation, la banque véreuse, l'antagonisme de classe [...] Ils avaient commencé à considérer le gouvernement des Etats-Unis comme un simple appendice à leurs affaires privées. Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé.

Franklin D. Roosevelt
(discours du 31 octobre 1936)

L'industrie cherche aussi de son côté à maximaliser les rendements financiers et donc à réduire le nombre de ses employés. Paradoxalement, la création de places de travail revient aujourd'hui comme une litanie dans les discours politiques. Il faut absolument occuper une masse de gens de plus en plus grande pour éviter un chômage provoqué par la logique économique elle-même. Par ailleurs, il faut «travailler plus pour gagner plus» selon la logique infantile de M. Sarkozy, ce qui n'est bien sûr pas compatible avec la proposition de multiplier les places de travail.

Et travailler pour quoi faire? Il n'y a pas que la place de travail qui compte mais aussi ce que l'on y fait. Or aujourd'hui on travaille de plus en plus pour l'obsolescence. Des appareils nouveaux en remplacent des plus anciens qui marchent pourtant encore bien et qui deviennent des déchets parce qu'ils n'ont plus de valeur com-

merciale. Pour éviter d'amplifier par trop le flux de matière, on a inventé «l'écologie industrielle» qui part de l'idée que le déchet des uns peut être la matière première des autres. Cela exige de démonter ce qui a été assemblé et ne va pas sans consommation d'énergie. On ne peut s'empêcher de penser à l'écureuil dans sa cage tour- nante.

Plus de gens travaillant toujours plus aboutit à un système divergent incompatible avec un monde fini. La fin du travail est une conséquence nécessaire de la finitude de notre monde. Surtout le travail qui nécessite l'exploitation de soi-disant ressources comme le pétrole, les métaux, les phosphates, les terres rares, etc. Il va donc se poser le problème de l'activité des nombreuses personnes qui auront perdu leur emploi. Cela implique de se partager le travail restant et donc de travailler moins. On peut aussi espérer une augmentation des activités culturelles et artistiques. Des activités scientifiques orientées davantage vers l'observation de la nature et moins vers sa domination. Après tout, il y a encore matière à s'émerveiller et à comprendre.

La finance dont les spéculations, aussi simples que faciles, semblent ne rien donner au hasard, et ruinent le commerce dans son principe parce qu'elles ruinent l'agriculture.

Condillac

Tout cela implique aussi une justice sociale. La monopolisation de ressources par des privilégiés n'est pas acceptable lorsque ces ressources s'amenuisent, ni d'ailleurs avant. Le système économique actuel qui dépend de la croissance stimulée par la compétition n'est pas viable dans un monde fini. Il faut souhaiter que les décideurs politiques et économiques le réalisent avant que la révolution ou la catastrophe les y obligent.

Pierre Lehmann

A qui sert le travail?

Il était une fois un certain Monsieur Machin qui voulait devenir comme les autres. Non pas comme tout le monde, surtout pas! Mais comme ceux qu'il admirait dans leurs voitures de sport, ceux qu'il lorgnait à travers le portail de leur résidence, bref, ceux dont la fortune le faisait baver d'envie.

Le travail est l'opium du peuple et je ne veux pas mourir drogué.

Boris Vian

M. Machin était un citoyen médiocre bien qu'assez malin pour parfaire le bien-être de sa bourse. Ainsi, chercha-t-il obstinément les moyens de devenir riche, que dis-je, très riche, le plus vite possible et sans travailler. «*De quel droit m'interdirait-on de m'enrichir?*» se disait-il.

Il explora des combines insensées dont il rougissait lui-même. Voyez plutôt: le pauvre Machin envisageait de travailler! S'apercevant qu'un salaire ne le comblerait qu'une fois mort, il étudia alors l'éventualité d'ouvrir un commerce pour dépouiller les gens. Là encore, notre nigaud conclut que l'achat de marchandises grèverait aussitôt les bénéfices de leur vente.

Pourquoi aller gagner sa vie, puisqu'on l'a déjà!

Anonyme

Alors, une idée géniale traversa son esprit bouillonnant: «*Et si je fabriquais mes propres marchandises?*» Mais, honteux, il s'aperçut qu'il en était totalement incapable. «*Qui donc me fabriquerait mes marchandises, s'interrogea-t-il?*» Il tourna en rond, puis s'exclama: «*Des travailleurs par-di! Mais c'est évident!*» en rattrapant son dentier, car il en portait un fait sur mesure.

Puis, bien qu'exténué par son travail consistant à vouloir en faire travailler d'autres, il se demanda ce qu'il pourrait bien faire fabriquer à «ses»

travailleurs. Après moult réflexions, non dénuées d'intérêt, disons-le, Monsieur Machin décida de leur faire fabriquer «*N'importe quoi*»... pourvu que ça rapporte.

Alors qu'il allait s'endormir après cette journée épuisante, un affreux doute lui traversa l'esprit: «*Mais il faudra les payer ces travailleurs, et en les payant, je perdrai le bénéfice de la vente de mes excellents produits 'Bons à Rien'*», car il avait déjà choisi un label. Il se releva, remit son dentier à l'envers, renonça à téléphoner à un escroc de sa lointaine famille pour lui demander comment il faisait et pensa. Il pensa très fort au point que, oui, oui, il trouva la combine: «*Il suffisait de les payer au rabais et d'empocher la différence!*» Sur cette découverte sensationnelle, notre nouveau génie de la finance remit son dentier à l'endroit et alla dormir en remerciant sa défunte mère de l'avoir fait si malin.

Si j'étais médecin, je prescrirais des vacances à tous les patients qui considèrent que leur travail est important.

Bertrand Russel

La société «N'importe Quoi SA» prospéra d'autant mieux que l'armée de réserve des chômeurs ne demandait qu'à produire n'importe quoi. Mais, car il y a toujours des mais, plus la fortune de Machin gonflait, moins il ne la trouvait suffisante. Il entreprit donc – malgré les faux frais que cela lui occasionnerait – de faire appel aux renommés *Kings of Marketing* qui lui promettaient de tripler ses ventes en moins de temps qu'il faut pour les encaisser. Ils ne mentaient point. Grâce à leur génial slogan: «*Je vends n'importe quoi, fait n'importe comment, à n'importe qui*». M. De Machin – car il s'était offert une particule – dut embaucher des sans-papiers, tant ses stocks s'épuisaient vite. Le succès fut immédiat, d'autant qu'aucun de ses nouveaux collaborateurs, interdits de travail, n'osait réclamer son salaire de crainte de se faire éjecter du paradis helvétique.

Ce n'est pas le travail qui est la liberté: c'est l'argent qu'il procure, hélas!

Gilbert Cesbron

Mais, ah, ces mais! Les dépenses de notre génial entrepreneur vinrent à augmenter plus vite que ses recettes. Bien que vivant seul, car il n'avait pour famille que lui-même, il lui fallait bâtir une résidence principale digne d'un millionnaire, une résidence secondaire digne d'un multimillionnaire, enfin une énième résidence digne d'un milliardaire... «*Tout cela demande bien des sacrifices – gémit-il dépité – comment vais-je trouver ces malheureux sous?*» Les nouvelles connaissances rencontrées au Golf, au Sauna et au Bordel qu'il interrogeait à ce propos, attendant d'eux ne serait-ce qu'un prêt remboursable, lui firent tous la même réponse: «*Mon pauvre De Machin, étant tous dans le même embarras – même plus cruel que le vôtre – nous sommes dans l'incapacité totale de vous apporter le moindre secours!*»

Alors dépité, il enleva son dentier, se coucha et se mit à réfléchir en serrant les gencives: «*Et si je diversifiais ma production? Et si je virtualisais mes produits? Et si j'écologisais mes offres? Et si je mondialisais mes exportations? Diantre, ventre bleu, mais c'est bien sûr – s'exclama-t-il – ainsi je dynamiserais mes ventes! J'inonderais la Terre de mes n'importe quoi, faits n'importe comment pour n'importe qui!*»

Si pour gagner deux fois plus, il faut travailler deux fois plus, je ne vois pas où est le bénéfice.

Raymond Castans

Alors, sa vitalité retrouvée, il se leva d'un saut de son lit, mit son dentier dans sa poche et tomba raide mort. Sur sa tombe on écrivit: «Le travail l'a tué».

François Iselin

Vers une économie libertaire

«Travailler plus pour gagner plus», entendait-on scander haut et fort il n'y a pas si longtemps chez nos voisins français. Comme si la réponse à un système dont les limites nous apparaissent toujours plus clairement était de faire marcher la machine plus vite encore. A se demander si l'économie n'aurait pas, à l'instar de la Justice, elle aussi mis un bandeau devant ses yeux...

Devant l'incapacité de l'économie de marché à répondre aux besoins fondamentaux des êtres humains, bon nombre de personnes ont entamé une réflexion de fond pour une remise en question du modèle économique actuel. Les anarchistes ont apporté leur voix au débat, proposant des solutions – ou plutôt des alternatives – pour sortir du modèle productiviste capitaliste. Avec au cœur des réflexions ces questions fondamentales de: que produire? comment le faire? et comment redistribuer la production?

Quand le PIB va, tout va?

La question «que produire» pose évidemment celle de nos besoins. Beaucoup de biens élaborés aujourd'hui servent surtout à faire tourner la machine-économie et gonfler un PIB indicateur de croissance. Mais pas à satisfaire un besoin de façon durable. Conséquence de quoi, nos sociétés occidentales sont submergées de biens dispensables, voire même inutiles dans une logique non économique. L'idée même d'un marché régulé par l'offre et la demande ne tient d'ailleurs plus. Les techniques modernes de marketing, aidées des développements en psychologie et propagande, permettent de créer de toutes pièces une demande pour un produit dont on pourrait (et, souvent, devrait) se passer. S'ensuit une dépendance observée au plaisir éphémère procuré par l'acte d'achat et de possession qui nous demande d'en avoir toujours plus. Il ne nous reste alors effectivement plus qu'à travailler plus, pour gagner plus, pour dépenser plus, se frustrer plus et au final vivre moins bien.

Pour contourner cet état de fait, une des réponses libertaires¹ a été la résistance individuelle: récupération, réparation, autoproduction alimentaire, saisie des invendus périssables jetés aux poubelles, valorisation des apports non matériel, système d'échanges locaux (appelés «SEL»), promotion du fait main face à l'industriel, du don et du partage plutôt que la possession, etc. Avec en ligne de mire cet idéal bien décrit par le théoricien anarchiste Murray Bookchin:

Contrairement aux idées préconçues, l'anarchie n'est pas un déni de tout système, qui amènerait la société au désordre et au chaos; elle propose une vraie solution politique, construite sur la libre association des hommes, en dehors des Etats, toujours pourvoyeurs d'une autorité imposée.

Mikhaïl W. Ramseyer
Présentation de *L'Anarchie*,
de Kropotkine

La qualité et la beauté remplaceront l'obsession actuelle de la quantité et de la standardisation, la recherche de la durabilité remplacera celle de l'obsolescence; au lieu de la valse saisonnière des styles on appréciera les objets que l'on soigne et à travers lesquels on goûte la sensibilité singulière d'un artiste ou d'une génération. Affranchis de la manipulation bureaucratique, les hommes pourront redécouvrir le charme d'une vie matérielle simple, désencombrée, et comprendre à nouveau ce que signifient des objets qui existent *pour* l'homme par opposition avec ces objets qu'on nous impose. Les rites répugnants du marchandage et de l'accumulation céderont devant les actes chargés de sens que sont le faire et le donner. Les choses cesseront d'être les prothèses indispensables au soutien d'un moi misérable et aux relations entre des personnalités avortées; elles refléteront des individualités autonomes, créatrices, en plein essor².

Mais la démarche, aussi bénéfique et nécessaire soit-elle, a pour limite de ne pas remettre en question le productivisme même.

Une production autogérée

L'autre approche, complémentaire, s'est penchée sur le «comment produire», soit justement la remise à plat du système de production/distribution en tant que tel. La proposition anarchiste principale consiste à remettre la production en mains de celles et ceux qui en dépendent. Soit décider en commun ce qui est produit, en quelle quantité, comment et à quel prix, jusqu'à assurer la redistribution équitable de la production. Rassemblés en collectivités fédérées, les citoyen-ne-s reprendraient en main l'appareil économique qui aujourd'hui leur échappe. Par la suppression des hiérarchies et le rétablissement du lien direct entre producteurs et consommateurs, l'autogestion pourrait rendre à la production son visage humain et la faire correspondre aux attentes, non plus des propriétaires ou des actionnaires, mais des utilisateurs/trices de ces biens et services produits.

Ces concepts de production en fonction des besoins réels et d'autogestion s'accompagneraient enfin d'un retour à une production à échelle humaine et décentralisée. Les usines et les zones agricoles sorties de la vision productivistes pourraient être divisées en entités plus petites. Libérées de l'impératif de hauts rendements, ces industries permettraient une réduction des transports et une meilleure adaptation aux besoins locaux, occasionnant ainsi moins de pertes et de gaspillage. Avec un gain écologique et social important.

Utopique diront certains. Et pourtant, sans doute ce discours a-t-il en soi bien plus de bon sens qu'un «travailler plus pour gagner plus». Le principe d'une société autogérée fut d'ailleurs mis en application de bien belle façon dans l'Espagne révolutionnaire de 1936-39. En pleine guerre civile, les anarcho-syndicalistes ont formé des comités d'usine et populaires pour faire tourner l'économie et permettre de nourrir, loger, vêtir, enseigner les populations et, bien sûr, ravitailler le front. Une expérience qui reste aujourd'hui le principal modèle d'anarchisme appliqué.

Vincent Gerber

¹ Le mouvement anarchiste étant très diversifié, il est impossible d'en donner une représentation uniforme. Les valeurs transmises ici sont néanmoins très répandues.

² Murray Bookchin, «Vers une technologie libératrice».

De la croissance économique à la fuite en avant

La fuite en avant consiste à vouloir résoudre un problème en utilisant les méthodes qui l'ont provoqué. Du moment que la croissance est devenue la principale raison d'être du système économique actuel et qu'elle est aussi la cause première de la plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés, la fuite en avant en résulte nécessairement. Pour l'éviter, il faudrait que les décideurs politiques et économiques aient un bien improbable moment de lucidité, c'est-à-dire qu'ils réalisent enfin que nous vivons dans un monde fini et qu'une croissance permanente de quoi que ce soit, même et surtout celle des profits des banques et des entreprises, est un non-sens.

Le problème est que, s'ils le réalisaient, ils seraient obligés de reconnaître que le système économique en voie de mondialisation est condamné à terme et qu'il est par conséquent urgent de le remplacer par autre chose. Mais quoi? Il est à mon avis nécessaire de revenir à une dimension plus humaine de la société. Cela a été bien exprimé par Teddy Goldsmith (*The Ecologist*, vol 32, no 7, September 2002): «*Si nous voulons survivre encore longtemps sur cette planète, nous n'avons pas d'autre option que d'en revenir aux principales caractéristiques des sociétés traditionnelles qui ont précédé le développement. Cela signifie que la plupart des gens vivront dans des communautés villageoises largement autosuffisantes... que la vie sociale et culturelle jouera un rôle beaucoup plus grand qu'aujourd'hui... Cela signifie aussi que nous devons adopter une vision du monde qui considère que la survie de l'humanité dépend d'un retour à des communautés traditionnelles et à la préservation de la nature dont elles font partie, plutôt que du monde de remplacement non soutenable qu'apporte le développement économique.*»

Dit autrement par Cornélius Castoriadis (*Le Monde diplomatique*, août 1998): «*Je pense que nous devrions être les jardiniers de cette planète. Il faudrait la cultiver. La cultiver comme elle est et pour elle-*

même. Et trouver notre place relativement à cela.»

C'est le contraire d'une fuite en avant. Il s'agit plutôt d'un retour aux sources qui n'exige pas le rejet des acquis de l'humanité. L'important est de reconnaître que, quoi que l'homme soit capable de faire (par exemple de se poser sur Mars) ou d'inventer, il reste entièrement tributaire de la biosphère terrestre dont la préservation doit être sa principale préoccupation.

Il est hélas devenu évident aujourd'hui que notre technologie a dépassé notre humanité.

Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire.

Albert Einstein

Mais ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui. Nous faisons confiance à notre science – une science pourtant limitée puisqu'elle rejette la finalité et ne peut donc pas aborder la vie – pour nous sortir de tous les pétrins dans lesquels nous nous mettons nous-mêmes. Cette attitude attise une fuite en avant que l'on retrouve dans plusieurs domaines très importants pour la société:

- **Dans le domaine de la démographie.** La croissance des populations mène à des catastrophes, mais rien n'est entrepris pour l'arrêter puis l'inverser.
- **Dans le domaine de l'énergie.** Au lieu de se limiter à l'exploitation des énergies renouvelables, on s'évertue à augmenter l'exploitation d'énergies non renouvelables dangereuses pour la nature et l'humanité comme l'énergie nucléaire de fission, la fusion nucléaire contrôlée (qui restera une vue de l'esprit), l'exploitation du gaz de schiste, etc. Il serait plus intelligent de déterminer le potentiel des énergies renouvelables exploitées de ma-

nière raisonnable et donc modeste, et d'en déduire la consommation d'énergie à laquelle chacun peut prétendre. Cela impliquera de devenir plus efficace dans l'utilisation de l'énergie et de renoncer à des gadgets d'utilité marginale. Le besoin se situe au niveau des services, pas de l'énergie. Une bonne partie de ces services peuvent être rendus avec beaucoup moins d'énergie qu'ils n'en exigent aujourd'hui. Un bon exemple est le chauffage des locaux lorsqu'il est rendu par un chauffage électrique direct au lieu d'une pompe à chaleur ou d'un poêle à bois.

- **Dans le domaine de l'eau.** Du moment où la fourniture d'eau a permis de faire des affaires, on a cru que d'en augmenter l'utilisation contribuerait à la prospérité. Il en est résulté une fuite en avant qui menace le bien commun qu'est l'eau potable. L'eau est plus importante que l'énergie puisqu'elle est indispensable à la vie et d'en réduire l'utilisation est parfaitement possible, en particulier en renonçant à la pratique stupide de faire caca dans l'eau potable. Par ailleurs, les grands barrages hydroélectriques sont des atteintes très importantes à la nature puisqu'ils noient des vallées entières et condamnent la vie qui s'y trouve.

L'exploitation de ressources minérales (pétrole, gaz naturel, charbon, uranium, etc.) constitue aussi une fuite en avant puisque ces ressources n'existent qu'en quantités limitées. D'aller chercher des matières sous la terre est en soi aberrant si on en devient dépendant. Sans pétrole, pas de croissance économique ni de mondialisation.

Comme l'a souligné Castoriadis, la société capitaliste est une société qui court à l'abîme à tout point de vue, car elle ne sait pas s'autolimiter. La crise actuelle est une crise du capitalisme lui-même et ne peut pas être surmontée sans remettre le capitalisme en question.

Pierre Lehmann

Les dérives de l'agro-industrie

Les paysans et les paysannes représentent un peu moins de la moitié des habitant-e-s de cette planète mais en chiffres absolus, ils n'ont jamais été aussi nombreux. Pourtant, ce secteur est en profonde mutation; quelquefois de manière flagrante, d'autres fois plus sournoisement. Par son importance dans l'économie agricole suisse, la filière laitière est un bon exemple de l'industrialisation rampante.

En avril 2012, près de 24'000 exploitations laitières ont produit du lait destiné à la vente. 40% de ce lait est destiné à la production de fromage, le reste sert à faire du lait de boisson, du beurre, de la crème, des conserves, des yaourts ou autres transformations lactées. En 2007, il y avait encore 28'000 fermes laitières. Mais pour l'instant, le citoyen ne s'en rend pas compte. Car, alors que nous avons perdu un peu plus de 4000 fermes laitières en cinq ans et que le nombre de vaches laitières a baissé de 10%, les livraisons de lait par exploitation ont augmenté au cours de la même période de 62% ! La production s'est donc intensifiée et concentrée. Moins de paysans, moins de vaches, mais plus de lait commercialisé.

Hausse de la productivité

Une part de la hausse de la production laitière est bien sûr due à une sélection des vaches laitières. Leur performance n'a cessé de croître. Entre 1995 et 2011, les livraisons moyennes par vache sont passées de 4400 kg par an à 6200 kg par an, certaines vaches produisant jusqu'à 10'000 kg par an. Elles ont été sélectionnées pour mieux valoriser les concentrés tels que le soja et les céréales fourragères dont le maïs. Alors qu'en 1999, une vache laitière recevait en moyenne 420 kilos de concentrés, cette quantité était de 800 kilos en 2010 soit près du double en l'espace d'une décennie.

Pourtant, en Suisse, nous aurions tout à gagner à «sélectionner» une vache adaptée à transformer les herbages en lait. C'est sur l'efficacité de l'utilisation des ressources qu'il faut se pencher et non sur la moyenne laitière annuelle. D'autant que ces super-vaches très productives produisent du lait pendant 2 à 3 ans après leur premier veau avant d'être transformée en viande hachée. Celles essentiellement nourries à l'herbe produisent pendant 5 ans en moyenne.

Importation de soja

La quantité de soja importé en 2011 était d'environ 300'000 tonnes (20% de plus qu'en 2009 et 10 fois plus qu'en 1990). Il provient à près de 100% du Brésil, puisque les autres producteurs importants, comme les Etats-Unis et l'Argentine, produisent presque uniquement du soja transgénique. Une seule exploitation brésilienne, dont la taille peut atteindre plusieurs dizaines de milliers d'hectares, peut livrer 30'000 tonnes de soja. Et cela se fait au détriment de la forêt brésilienne et de la petite agriculture familiale qui ne peut résister à l'assaut de l'agro-industrie.

Pris à la gorge

Les producteurs suisses quant à eux sont pris à la gorge dans le secteur du «lait industriel» par une concentration du pouvoir entre les mains de quatre transformateurs (Elsa, Emmi, Hochdorf et Cremo) et deux grands distributeurs (Coop et Migros). Depuis la libéralisation des contingents laitiers, les paysans ont opéré des stratégies diverses. Certains ont cherché tant bien que mal à maîtriser la production pour maintenir les prix alors que d'autres ont opté pour une augmentation massive de leur production laitière pour amortir leurs investissements et répondre aux «attentes» de l'industrie. Ainsi, la surproduction (entre 7% et 10% de surplus) a provoqué un vrai marasme sur le marché. Le prix du lait au producteur a chuté de 76 ct. par litre de lait en 2008 à 50 ct. à l'été 2012. Une baisse de 35% en 4 ans qui n'a fait qu'accentuer la fuite en avant. Les producteurs, obligés de rembourser leurs emprunts, ont été poussés à compenser la baisse de prix par une augmentation de la quantité de lait livrée sur le marché.

L'industrie reine du bal

Dans la même période, la Confédération a harmonisé certaines de ses normes avec celles de l'Union européenne. Elle a autorisé l'abaissement du pourcentage de matière grasse de 3,8% à 3,5% pour étiqueter une brique «lait entier». Les grands distributeurs ont ainsi écrémé leur lait à 3,5% de matière grasse alors que les standards qu'ils exigeaient aux producteurs restaient inchangés: livrer du lait à 4% de matière grasse sous peine d'être pénalisés. Du coup, les 0,5% qu'il faut écrémer passent dans l'industrie pour faire du beurre et de la poudre de lait. La surproduction et ces changements de normes ont provoqué les montagnes de beurre qu'il a fallu exporter avec des aides à l'exportation. Ainsi, s'ils ne produisent pas assez gras – ce qui arrive en général quand peu de concentrés sont utilisés – l'industrie impose des retenues de plusieurs centimes sur leur paie. Et l'exportation des sous-produits est financée par le seul producteur à raison d'un centime par litre de lait. Ce dernier acte provoque un dumping inacceptable vis-à-vis des collègues du sud qui voient nos produits arriver sur leur marché en dessous de leurs propres coûts de production.

Ce système est une aberration écologique et sociale dont l'ensemble de la société subit les conséquences: augmentation de l'utilisation d'intrants dans la production, lait produit en trop, énergie utilisée pour produire puis transformer les surplus, transports et exportations lointaines, déforestation, dumping et racket économique de l'industrie envers les producteurs. Malheureusement, la configuration du marché actuel laisse peu de chances aux producteurs pour résister. Seuls les politiques pourraient rétablir un certain équilibre en

suite en page 9

fixant quelques règles afin que les acteurs reviennent à la raison.

Valentina Hemmeler Maïga, Uniterre

Uniterre est un syndicat paysan suisse membre du mouvement paysan international *La Via Campesina*. Il est présent dans 10 cantons et regroupe 1600 membres

actifs. Uniterre promeut depuis 1996 le concept internationaliste de souveraineté alimentaire et s'engage pour une agriculture paysanne rémunératrice (prix et salaires équitables dans la filière) répondant aux attentes écologiques et sociales de la société. Il milite pour une agriculture d'avenir, créatrice d'emplois et offrant des perspectives aux jeunes. www.uniterre.ch

Un processus irréversible

Je pense que la fuite en avant, amorcée dès la période industrielle qui a suivi la révolution dite des Lumières, est maintenant tellement avancée que nul parti politique ne peut plus la freiner. C'est un processus irréversible qui va vers son achèvement. Cela peut paraître désespérant de penser ainsi, mais ce n'est qu'une apparence à courte vue. Une autre vision plus globale peut faire ressurgir l'espérance dont nous avons besoin pour vivre, à condition de savoir regarder en face ce qui est aujourd'hui l'état réel du monde.

L'homme a mis en place au fil du temps un système d'interconnexions techniques si complexe qui, bien que basé sur un concept artificiel de base, fonctionne aujourd'hui comme un système vivant naturel, à l'instar de la marionnette Pinocchio. Comme tous les contes de fées, cette histoire est en fait très symbolique.

Ce système technicien est très bien décrit par Jacques Ellul dans son livre *Le système technicien*. Il est devenu autonome et capable jusqu'à

épuisement de se générer par lui-même et de s'autoréparer. Cela sous condition d'une croissance continue et en une vitesse en accélération continue.

Or, ni cette croissance, ni cette vitesse ne peuvent être arrêtées ou simplement freinées. Car lorsqu'elles le seront, par la force des choses, ce sera l'implosion ou l'effondrement généralisé. Tout l'effort des politiques est actuellement concentré sur l'effort de retarder cette implosion, tout en donnant l'impression par la propagande dont ils vivent d'apporter des solutions.

Seule cette étape finale inévitable permettra une guérison du faux principe, qui au départ a tout mis en route, dans l'illusion généralisée que seule la science était le salut de l'homme, puisque seulement ce que l'on voit et peut toucher ici-bas était une réalité.

Le travail qui protège du désespoir consiste donc à devenir enfin lucide. C'est donc un travail en soi et une application sur soi ainsi que, là où cela est encore possible, autour de soi, du principe primordial qui est le respect de la vie sous toutes ses formes. Car la Vie n'est ni une science ni une technique. Elle est d'un plan supérieur qu'il faut savoir aborder pour entrer dans la globalité.

L'homme n'est pas le sommet de toute chose mais seulement une partie, qui doit s'aligner dans l'harmonie de l'Ensemble, un Ensemble lui-même soumis aux Lois intangibles et Universelles du Cosmos.

Or, ces Lois du Cosmos sont aussi des Lois Spirituelles, qui se résument en un seul mot qui est : **L'Amour. Un Amour qui n'avance pas sans la Justice et sans la Vérité.**

Or, vivre dans la Lumière de la Vérité est bien l'appel final.

Janine Favre

Il y a 80 ans *l'essor* écrivait

Moins de travail, plus de loisirs

«... N'est-il pas certain que cet accroissement énorme de la force productive des machines doit permettre aussi la satisfaction d'un ordre de besoins tout à fait essentiels, le besoin de repos, de loisirs, de santé? N'est-il pas évident, par conséquent, que la durée de la journée de travail doit s'abrèger encore, comme elle s'est abrégée déjà depuis un siècle? De quatorze et quinze heures par jour, la journée est tombée à douze heures, puis à dix. Elle est maintenant de huit. Doit-elle s'arrêter là? N'est-il pas certain au contraire qu'il faut opérer une redistribution du travail entre les travailleurs, de même qu'il faut opérer une redistribution des fabrications entre les entreprises? Réduire la journée ou la semaine de travail, c'est le seul moyen de réduire le chômage provoqué par la productivité formidable de la machine moderne... Et quand nous disons «moyen», nous ne voulons pas dire palliatif ou expédient. Nous voulons dire moyen équitable et logique.

Qu'il faille procéder lentement par paliers, avec précaution, d'accord. Mais il est incontestable que le sens de l'évolution est celui-ci: l'accroissement de la production des machines ayant permis de faire face aux besoins courants de la consommation en deux, trois, quatre heures de travail par jour, il faut, ou consacrer les heures restantes à satisfaire d'autres besoins, ou réduire le volant d'heures inutilisées. Comment choisir entre l'une et l'autre de ces options? Mais le choix se fera de lui-même, lors que les travailleurs jugeront un supplément de repos préférable à un supplément de confort. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui diront s'ils préfèrent une auto ou la semaine de cinq jours.

Chimère, objectez-vous? Où prendra-t-on l'argent pour payer autant les ouvriers tout en les faisant moins travailler? Mais d'abord dans les bénéfices d'une production que sa réorganisation aura permis d'accroître. Et puis, dans cette réduction des «profits», de ces profits qui ne profitent même pas aux chefs d'entreprise puisqu'ils sont engloutis dans des investissements presque toujours stériles et parfois mortels pour ceux mêmes qui les ont effectués».

Extrait de l'article «*Des causes et conséquences de la crise mondiale*», publié le 11 avril 1931.

La fuite en avant par les armes

Il faudrait quelques centaines de millions de francs pour éradiquer la lèpre dans le monde. Il en faudrait quelques milliards pour que toutes les femmes et tous les hommes de la terre puissent avoir accès à l'eau potable. Les Etats n'arrivent pas à trouver cet argent.

Chaque fois qu'il y a un tsunami, un tremblement de terre ou un cyclone dévastateur, il faut quelques centaines de millions pour reconstruire. Malgré les appels des organisations d'entraide, ces sommes ne sont jamais réunies.

Et pourtant, l'argent ne manque pas dans le monde quand il s'agit de se doter d'armes de plus en plus sophistiquées. Selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), le total des dépenses et budgets militaires dans le monde s'est élevé à 1700 milliards de dollars en 2011. Cette somme représente plus de 4 milliards et demi de dollars par jour, soit à peu près 54'000 dollars par seconde (oui, vous avez bien lu: par seconde).

Pendant les 5 minutes que vous prendra la lecture de cet article, plus de 16 millions de dollars auront été consacrés aux dépenses militaires.

Cette course aux armements est tout simplement obscène car elle prive les Etats de sommes colossales qui pourraient être dépensées pour nourrir la population et pour lui assurer une vie décente. Avec ces milliards, on pourrait aussi promouvoir la santé et l'éducation.

Avec les armes nucléaires qui existent actuellement, il est possible de faire sauter plusieurs fois la planète. Et il n'y a jamais d'argent pour construire la paix et la justice. Aux Etats-Unis, le candidat républicain à la présidence propose de faire des économies partout, sauf dans le budget militaires... qui représente pourtant 43% de l'ensemble des dépenses militaires du monde. Ce pays consacre le 4,7% de son PIB aux dépenses militaires, alors que le record est battu par l'Arabie Saoudite (10,4%).

En Suisse même, on va dépenser plusieurs milliards pour acheter des avions de combat qui, en raison de l'exiguïté de territoire et de la configuration politique de l'Europe, ne serviront absolument à rien. Pendant ce temps, on augmente les primes de l'assurance maladie, on réduit les prestations des chômeurs et on remet en cause certaines dépenses sociales. C'est la fuite en avant dans tout ce qu'elle a d'illégitime et de déshonorant.

En conclusion, nous faisons nôtre la récente déclaration de Jean-Claude Landry, député canadien: «*Pour chaque dollar en dépenses militaires, le gouvernement a réduit sa capacité d'action dans d'autres sphères d'activité avantageuses pour la collectivité: culture, éducation, santé, emploi, etc. Nous nous opposons fermement à ce choix politique préjudiciable à un climat de paix et au progrès social.*»

Rémy Cosandey

Avis de naissance

Un nouveau journal vient de naître en Suisse romande. Un de plus... qui s'appelle **Moins!** Bimestriel comme *l'essor* et créé sous l'impulsion de militant.e.s du Réseau Objection de Croissance, ce nouveau journal romand d'écologie politique viendra animer les débats.

Devant la banalisation des questions écologiques et la cruelle absence de voix critiques vis-à-vis du productivisme et du progrès, **Moins!** aspire à promouvoir et diffuser les idées de la décroissance. Ce mot-obus, qui s'attaque au dogme de la croissance économique, ne trouve guère de visibilité dans les médias dominants. Quand il y figure, il l'est souvent à mauvais escient (en synonyme de récession) ou de façon caricaturale (cavernes, bougies et calèches!). Il s'agit pourtant d'un courant de pensée qui connaît un succès grandissant, en Europe aussi bien qu'en Amérique latine, en cette

époque où convergent des crises diverses et profondes – écologique, sociale, économique et morale... – que *l'essor* dénonce depuis longtemps.

Devant ce silence, **Moins!** se propose d'être un cri de contestation et de résistance, mais aussi un espace ouvert à des voix dissidentes, à des sujets et des questions tabous, afin de révéler l'existence de pistes alternatives et de devenir un lieu de réflexion (et d'action!). Alliant articles d'actualité, témoignages locaux et textes de fond, chaque numéro peut compter sur la collaboration d'une équipe entièrement bénévole

et réunie par un vif esprit «iconoclaste». Prévu sans publicité et libre de toute attache politicienne, ce journal de 32 pages sera vendu selon le principe du prix libre, tant au numéro qu'à l'abonnement. Il sera également disponible en kiosque, au prix de 5 francs.

L'équipe de *l'essor* se réjouit de cette naissance et souhaite longue vie (107 ans?) à ce nouveau venu dans le paysage médiatique romand!

Moins! Rue des Deux-Marchés 23, 1800 Vevey, tél. 021 921 62 56, www.achetezmoins.ch

(Réd.)

Contagion virale

***l'essor* a enregistré quelques nouveaux abonnés. Les résultats définitifs de la campagne d'abonnements 2012 paraîtront dans le numéro de décembre.**

Entre les lignes ennemies

Jean-Marc Bornet, georg Editeurs, 2011



De 1992 à 2003, Jean-Marc Bornet a été délégué du CICR. Pendant ces trois décennies, il a parcouru le monde entier. Dans la postface qu'il a écrite, le journaliste Eric Hoesli résume bien cet extraordinaire parcours: *«Il est sur les lieux quand éclate la guerre du Kippour, il est dans les rues de Téhéran quand débute l'insurrection populaire contre le shah, il est dans la savane angolaise au cœur de la guerre civile ou en Ouganda pour négocier la libération d'un otage. On le retrouve dans les Andes sur les traces du Sentier Lumineux ou dans les rues dévastées de la capitale tchétchène Grozny.»*

La table des matières de l'ouvrage le dit assez: rares sont les conflits de notre époque que Jean-Marc Bornet n'a pas éprouvés. *«Du dernier quart de ce XX^e siècle, il est sans nul doute l'un des principaux témoins.»*

Dans un style alerte mais dépouillé de toutes fioritures, Jean-Marc Bornet raconte ce qu'il a vécu sur le terrain, les négociations qu'il a dû mener, les victoires qu'il a remportées. Comme le dit Yves Sandoz (membre du Comité international de la Croix-Rouge) dans sa préface, le livre *«n'est pas un roman mais le condensé d'une vie qui nous est relaté. Et la réalité dépasse la fiction.»*

En 300 pages, Jean-Marc Bornet arrive à mettre ses lecteurs dans l'ambiance des pays dans lesquels se situe son action. Il fait partager ses espoirs et ses difficultés, ses succès et ses déceptions. Il raconte la difficile mission d'un délégué du CICR, obligé de s'en tenir au strict respect des valeurs fondamentales ancrées dans ses propres principes et dans le droit international humanitaire. C'est parfois difficile de rester neutre quand on assiste à des massacres ou aux abjections de certains dictateurs.

Rémy Cosandey

Seule à l'étranger pour la première fois

Amy a 12 ans. Elle est née dans une famille française de classe moyenne, dans une tranquille bourgade de dix mille habitants, quelque part dans l'est de la France. Elle grandit donc dans l'environnement culturel et social ordinaire de nombre de petites filles de son âge.

Ordinaire? Eh bien... pas tout-à-fait. C'est qu'Amy a un papa (rien là d'anormal me direz-vous). Mais ce papa d'Amy a aussi une marotte. Pour vous en parler, reprenons les premiers mots de la demoiselle concernée, tels qu'ils figurent dans son livre:

J'ai un problème. Grave! Mon père a décidé de m'envoyer en Allemagne pour améliorer mon niveau d'allemand. Il en parle depuis des années, depuis que je suis toute petite, il dit: Plus tard, je veux que mes enfants soient très forts en allemand et qu'ils puissent étudier et travailler de l'autre côté du Rhin, sans que la frontière linguistique ne soit une barrière pour eux. Ils doivent la passer sans même s'en rendre compte. Quand mes filles auront dix-huit ans, je veux qu'elles aient la capacité de voyager seules à l'étranger.

Pour Amy et ses 12 ans, ce *«plus tard»* jusque-là si lointain s'est transformé en *«maintenant»*. Elle est partie en Allemagne toute seule, en train, à 12 ans. Son témoignage fait l'objet d'un opuscule de 47 pages, dont le récit à deux voix est d'une indéniable fraîcheur. Le texte de présentation de ce recueil en est un avant-goût:
Tu veux partir en séjour linguistique et découvrir d'autres modes de vie, d'autres

cultures, mais tu ne sais pas comment t'y prendre? Voici les trucs et astuces d'une gamine de 12 ans qui voyage seule en Allemagne pour la première fois.

Avec son père, sous le pseudonyme collectif Amy Shulter, elle t'explique comment te fixer des objectifs, trouver des contacts hors des sentiers battus, préparer ton départ et profiter au maximum de ton séjour.

C'est sûr, ce témoignage plaira aux jeunes qui veulent se faire des amis ou qui aimeraient voyager, aux enseignants de tous poils (surtout à ceux qui croient

que ça n'est pas possible) ainsi qu'aux parents, des anxieux aux plus confiants. Seule à l'étranger pour la première fois ne s'achète pas en librairie. Il n'est disponible qu'en format numérique Kindle, adapté aux «diseuses électroniques», ainsi qu'aux diverses tablettes, smartphones et tutti quanti. On le trouve donc chez Amazon, au prix modeste de € 2,99.

Parlez-en à vos amis et parents qui ont de jeunes enfants!

Mb

Peut-on encore sauver l'Eglise?

Hans Küng, Seuil, 2012

Le livre écrit par le célèbre théologien suisse a été publié en allemand en 2010. Il vient d'être traduit en français et son message, au moment même où le majordome du pape est jugé pour avoir dérobé des documents confidentiels, sonne comme une charge au vitriol contre une Eglise malade, verrouillée et autoritaire.

La critique de Hans Küng est féroce mais elle se fonde sur une analyse historique solidement argumentée. Il démontre que l'Eglise catholique romaine est incapable de se réformer et que Vatican II a été la seule tentative aboutie de réforme. Au passage, il envoie des louanges au pape Jean XXIII, *«le pape le plus important du XX^e siècle»*. A une Eglise repliée sur elle-même, Hans Küng oppose une Eglise d'en bas ayant perdu la confiance en sa hiérarchie. Les théologiens ne peuvent avancer d'idées neuves et l'œcuménisme est bafoué.

Peut-on encore sauver cette Eglise-là? *«Oui, mais uniquement si l'Eglise en revient au message originel de Jésus-Christ»*. Hans Küng appelle ses pairs à une véritable révolution, à une conversion sincère au progrès des mentalités. *«Les reflux conservateurs voire autoritaires doivent cesser»*.

RCy



Un projet qui germe...

Une association s'est créée pour le développement de quartiers durables au cœur d'Yverdon-les-Bains: YVAIE. Ses objectifs: des quartiers d'habitats qui respectent les critères écologiques, sociaux, économiques et de durabilité: écobilan sévère, économie d'énergie et d'eau, énergie renouvelable et récupération de chaleur.

- Une philosophie de vie comprenant la solidarité, l'entraide, la collaboration intergénérationnelle, les échanges de services et de compétences;
- la mixité des fonctions telles que: habitation, travail, activités sociales et culturelles;
- la valorisation de la mobilité douce et l'accessibilité aux transports publics.

L'association demande à la ville d'Yverdon-les-Bains des terrains avec un droit de superficie pour la construction de quartiers d'habitation durables.

Association YVAE
Rue du Valentin 96b,
1400 Yverdon-les-Bains,
info@yvaie.ch ou www.yvaie.ch

«Un repas pour notre avenir» es-saïme...

Le 15 septembre, sur le coup de midi, et dans huit villes et villages de Suisse

y compris Berne et Bâle, des convives dégusteront des produits du terroir et seront reliés par Skype à tous les autres participants à travers le monde. Le repas se déroulera simultanément dans plus de 30 cités en Europe, en Asie et en Afrique. Son but? Venir en aide à la paysannerie locale de chaque pays. Les bénéfices seront reversés à des œuvres humanitaires, en particulier à la «marche des paysans indiens sans terre». Les bons de participation coûtent entre 10 et 25 francs par personne.

Le Courrier, 7 septembre 2012

Bibliothèque sans frontières, cinq ans d'action

L'association lancée en 2007 par un chercheur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Patrick Weil, est aujourd'hui une des plus importantes ONG culturelles françaises. Elle développe des programmes de formation de bibliothécaires, de mise en réseau de bibliothèques et l'information de centres de documentation pédagogiques. En cinq ans, 222 bibliothèques ont été soutenues et 450 bibliothécaires formés. Une série d'événements célèbre cet anniversaire, en particulier des conférences sur «Lire et écrire»

Le Magazine littéraire,
juillet-août 2012

Solidaire Suisse au Salvador

Le Salvador: 7 millions d'habitants sur une surface inférieure à la moitié de la Suisse! Un tiers de la population sous le seuil de la pauvreté. Régulièrement, tremblements de terre, inondations et sécheresse détruisent champs et récoltes. Un changement s'amorce toutefois avec, de la part du gouvernement, des aides à la production pour les familles des paysans pauvres et les coopératives. Grâce à Solidaire Suisse, ex-OSEO, on cultive à nouveau des variétés traditionnelles de maïs, la nourriture de base au Salvador. Cette culture diminue les coûts et permet le développement d'une production sans pesticides et respectueuse de l'environnement

Coup d'œil du 3 septembre 2012
Journal de Solidaire Suisse

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

L'État, dans quel état?

Tous les pays du monde sont endettés. Certains (dont la Suisse) peuvent faire face à la situation, d'autres sont contraints d'introduire des mesures d'austérités qui touchent presque unilatéralement les plus pauvres. Les États n'ont plus les moyens d'assumer leurs tâches fondamentales comme l'éducation, l'instruction, la santé et la sécurité. Au lieu de chercher des solutions qui garantissent la dignité et le minimum vital à chacun, ils brandent leurs prestations et parfois les infrastructures qui leur rapportaient le plus (par exemple les autoroutes en France).

La privatisation ou, pour utiliser

un euphémisme bien commode, l'externalisation de certains services (comme par hasard toujours ceux qui sont bénéficiaires) prive les gouvernants du pouvoir que le peuple leur a pourtant confié. Si on continue dans cette voie, on aura inévitablement une médecine et une éducation à deux vitesses.

Les électrices et électeurs veulent plus de prestations et moins d'impôt. Il faut avoir le courage de leur dire que c'est impossible et que les tâches assumées par l'État sont beaucoup plus sociales que celles attribuées au secteur privé. Qu'en pensent les lecteurs de *l'essor*?

L' e s s o r

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; redaction@journal-lessor.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,
François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L' e s s o r - ISSN 1023-5663

déla i p o u r l e p r o c h a i n n u m é r o : 15 novembre 2012
p r o c h a i n f o r u m : L'État, dans quel état?